

6 Société et Culture

Justice/Suite aux propos du Garde des Sceaux

Le Synamag annonce une grève générale illimitée à compter de ce jeudi

SNN
Libreville/Gabon

Visiblement remontés, les magistrats conditionnent la fin de leur mouvement d'humeur au départ, désormais exigé, de Me Francis Nkéa Ndzigue du ministère de la Justice.



Photo : SNN

Les membres du bureau du Synamag, lors du point-presse d'hier.

LE Syndicat national des magistrats du Gabon (Synamag) a donné un point-presse, hier, au palais de Justice de Libreville, en réponse aux propos tenus vendredi dernier, lors d'une conférence de presse, par le ministre d'Etat à la Justice, Garde des sceaux, Me Francis Nkéa Ndzigue, traitant certains magistrats de corrompus. Ne pouvant rester indifférents à ce "dérapiage verbal dénué de tout sens" ces derniers, à travers leur syndicat, ont décidé hier à l'unanimité de déclencher une grève

générale illimitée. Et ce, jusqu'au départ de Me Francis Nkéa Ndzigue du ministère de la Justice. Morceaux choisis : « *Le Synamag est en colère, les magistrats indignés et la justice répugnée par le comportement désinvolte et puéril du ministre de la Justice. En effet, en réaction à notre point de presse tenu le 6 décembre 2017, dans lequel nous dénonçons les immixtions, mais aussi l'ingérence et autres interventions du pouvoir exécutif dans le pouvoir judiciaire, suite à l'interpellation d'un juge d'ins-*

truction dans l'exercice de ses fonctions par le Garde des sceaux, celui-ci a animé, à son tour, une conférence de presse au cours de laquelle il n'a nullement répondu aux griefs qui lui avaient été faits, se contentant plutôt d'avancer de grossiers et honteux mensonges, et de tenir des propos injurieux et diffamatoires non seulement à l'endroit du juge d'instruction et du président du Synamag, mais aussi et surtout à l'ensemble des magistrats du Gabon (...) Ne pouvant rester indifférents à ces

propos grossièrement fabriqués par Monsieur Nkéa, dans le seul dessein de manipuler l'opinion et de diviser le Synamag, nous, magistrats du Gabon, massivement réunis en assemblée générale ce 13 décembre, décidons à l'unanimité d'une grève générale illimitée à compter de ce jeudi 14 décembre 2017, et ce jusqu'au départ du ministre de la Justice Francis Nkéa Ndzigue», ont indiqué les magistrats, dans leur communiqué. Eu égard à cette situation, ceux-ci estiment que le ministre d'Etat Francis Nkéa Ndzigue

s'est "disqualifié d'office" d'être leur interlocuteur. Pis, ils se réservent désormais le droit de saisir individuellement les juridictions compétentes. Pour sa part, au nom de tous les magistrats, le Synamag annonce qu'il dépose une plainte « pour outrage, injures et diffamation contre le ministre Nkéa Ndzigue (...) qui a mis en lumière, par cette attitude, ses lacunes profondes dans la connaissance des textes et fait la preuve de son abus de pouvoir. » L'argumentaire des magistrats repose sur les textes en vigueur, dont les dispositions combinées des articles 68 de la Constitution et 3 du Statut des magistrats, qui disposent : "les juges ne sont soumis dans l'exercice de leur fonction qu'à l'autorité de la Loi". Autrement dit, « l'enquête contre un juge relève de la compétence de l'inspection générale des Services judiciaires et non du ministre de tutelle. »

Autonomisation de la femme

Un salon pour booster le savoir-faire entrepreneurial féminin

Line R. ALOMO
Libreville/Gabon

La cour de la mairie du 5e arrondissement de Libreville a servi de cadre à une exposition des produits issus de la transformation artisanale féminine. Occasion pour les initiatrices de suggérer la formation d'autres de leurs congénères à l'auto emploi.



Photo : D.R

Le représentant-résident du Pnud, Stephen Jackson, a assisté à la rencontre.



Photo : D.R

Une partie des exposantes du salon de l'autonomisation de la femme, au 5e arrondissement de Libreville.

DE quoi sont capables les femmes dans l'entrepreneuriat ? Pour répondre à cette question, l'Organisation non gouvernementale (Ong) Malachie, en partenariat avec l'Association pour l'unité des femmes (AUF) du 5e arrondissement, "Cri de femmes", "Young african leaders initiative" et bien d'autres ont organisé, le 8 décembre dernier, un salon de l'autonomisation économique de la femme. Au menu de cette journée, à laquelle prenait part Stephen Jackson, représentant résident du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) au Gabon, la promotion des activités génératrices de revenus développées par les femmes. Le témoignage sur la chaîne de valeurs, dont les

éléments constitutifs vont de la production à la commercialisation, en passant par la transformation, était aussi au programme. L'objectif visé par les initiateurs de la journée était de former d'autres femmes au montage et à la gestion des projets. Pour Mme Mavoungou, présidente de l'AUF, le salon revêtait une importance particulière. « *Il témoigne, non seulement du dynamisme des femmes, mais aussi de la vigueur de notre tissu associatif et de la richesse de nos initiatives. C'est pourquoi, nous devons soutenir les talents émergents çà et là et encourager les innovations pouvant permettre à la femme cette autonomisation tant souhaitée,* » a-t-elle souligné. À quoi Pépécy Ogouli-



Photo : D.R

Visite des stands par les invités.

guendé, présidente de Malachie, ajoute que pour que la condition de la femme au Gabon change, « *il est primordial que nous, femmes, soyons autonomes financièrement.* » L'autonomie financière se veut d'ailleurs comme l'une des solutions dans la lutte contre les violences faites aux femmes. L'initiative de ce salon re-

joint, en fait, d'autres actions du même type, entamées depuis le 25 novembre dernier et qui entrent dans le cadre d'une campagne de 16 jours d'activisme. La campagne visant justement à lutter contre les dites violences dont est victime la gent féminine. Pour Mme Ogouli-guendé, l'expérience montre que là

où les femmes sont entreprenantes, les sociétés sont florissantes. « *Dans le cadre du Gabon, de nombreuses initiatives sont mises en place dans l'ensemble du pays. Mais qu'est-ce qui freine l'éclosion d'un véritable tissu entrepreneurial ainsi que l'accès aux marchés locaux et internationaux?* », se demande-t-elle. Car, il est évident pour la présidente de Malachie, que la Gabonaise doit jouer un rôle dans l'impulsion des programmes de développement et d'accélération de la croissance économique du pays. Pour l'année 2018, les initiatrices du Salon ont lancé un prix "SOS autonomisation", qui récompensera le meilleur projet entrepreneurial porté par une femme.

Ici et ailleurs

•Musique

Le "Rock and Roll Hall of Fame" s'agrandit

La légendaire Nina Simone, le groupe américain Bon Jovi et les guitaristes virtuoses de Dire Straits vont entrer, avec quelques autres, au Rock and Roll Hall of Fame, a annoncé hier le panthéon du rock'n'roll et de la musique populaire en général. La promotion 2018 est une nouvelle fois très éclectique, de la chanson jazz exigeante de Nina Simone à la New Wave des Cars, en passant par le gospel de Rosetta Tharpe ou le rock anglais des Moody Blues.

•Catholicisme

Le pape défend le droit au repos dominical

Le pape François a pris hier la défense du droit au repos dominical, jour de la messe, tradition catholique mise à mal dans certains pays de plus en plus sécularisés.

•Médias

Un portail unique pour les médias du Vatican

Le Vatican a annoncé hier le prochain lancement d'un portail unique regroupant l'ensemble de ses médias, qui seront chapeautés par une seule direction rédactionnelle, volet le plus visible d'une profonde réforme de sa communication lancée voici deux ans.

•Internet

Le renouveau des jouets en capsules



Photo : AFP

Ringardes, les capsules avec des mini-jouets surprise à l'intérieur? Pas au Japon, où ces gadgets sont montés en gamme pour séduire des adultes, qui célèbrent souvent leur côté mignon ("kawaii") et décalé sur les réseaux sociaux. Le marché japonais de ces objets insérés dans des boules en plastique est évalué à 30 milliards de yens (près de 145 milliards de F Cfa).

•Education

Violences pour des vacances plus longues

De nombreuses écoles du nord de la Côte d'Ivoire, ont été fermées hier après qu'élèves et enseignants en eurent été chassés par des jets de pierre d'élèves réclamant des vacances de Noël plus longues, selon des témoignages.

Rassemblés par F.B.E.M